ROGER-GÉRARD
SCHWARTZENBERG

L'ÉTAT SPECTACLE 2

POLITIQUE, CASTING ET MÉDIAS

PLON

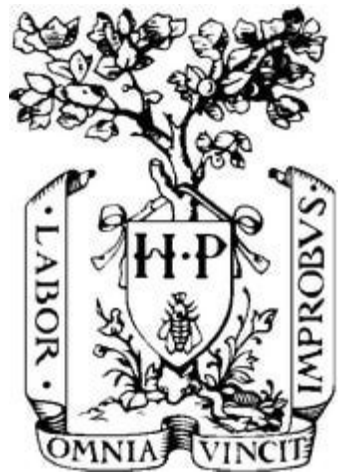
DU MÊME AUTEUR

La Campagne présidentielle de 1965, PUF, 1967.
La Guerre de succession. L'élection présidentielle de 1969, PUF, 1969.
L'Autorité de chose décidée, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969.
L'Etat spectacle, Flammarion, 1977, traductions aux Etats-Unis, en Allemagne, au Brésil, en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Roumanie.
La Droite absolue, Flammarion, 1981.
La Politique du mensonge, Odile Jacob, 1998.
Sociologie politique, Monchrestien, 5e éd., 1998.
1788. Essai sur la maldémocratie, Fayard, 2006.

Roger-Gérard Schwartzenberg

L'État spectacle 2

Politique, casting et médias



Plon

© Plon, 2009

www.plon.fr

EAN : 978-2-259-21350-9

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo

Deuxième période :
l'escalade

The show must go on. Nul souci à se faire pour les amateurs du genre. Même et surtout en politique. Sur la scène publique non seulement le spectacle continue, mais encore il s'amplifie, s'intensifie, se développe. Avec une puissance nouvelle. Avec une force accrue. Jusqu'à tout emporter sur son passage : l'information, réduite à la péripétie, les programmes, vidés de leur contenu, les élections, privées de sens. Et sans doute la démocratie.

D'où *L'État spectacle* deuxième période. À la parution de ce livre, le phénomène qu'il décelait était naissant et ne faisait qu'apparaître, que s'ébaucher. Depuis, il s'est très nettement aggravé. L'escalade de l'exhibition politique a atteint un degré extrême. Ce qui rend encore plus nécessaire de réagir contre cette dérive qui ne cesse de s'accentuer. Contre ce système du paraître qui altère la démocratie.

Bien plus qu'hier, la politique s'est transformée en spectacle. Avec le temps, la vie publique est souvent devenue une agence de casting. Un lieu de mise en scène. Une entreprise de représentation permanente qui change les leaders en acteurs. Attitudes et postures. Artifices et illusions. Ainsi va la parade du pouvoir. À l'écart des vrais problèmes et des enjeux réels. Ceux sur lesquels les électeurs voudraient pouvoir se prononcer. Sans qu'on les divertisse par des faux-semblants.

La politique, autrefois, c'étaient des idées. La politique, aujourd'hui, ce sont des personnes. Ou plutôt des personnages qui tiennent un rôle, se produisent et se mettent en vedette. Désormais, le profil supplante le projet. Désormais, l'image remplace le message. Et la confrontation des opinions, des propositions est devenue très secondaire. Dans ce jeu narcissique surmédiatisé. Dans cet exercice constant d'ostentation.

Priorité donc à la forme sur le fond, à l'apparence sur la substance. L'attention se concentre sur le style des candidats et laisse de côté le contenu de leurs projets, d'ailleurs devenus très sommaires. Avec cette vedettisation des candidats et ce vide des programmes, la vie publique risque désormais de conjuguer vanité et vacuité.

Comment en est-on arrivé là, à ce niveau de dégradation de la politique ? Pourquoi cette escalade, cette montée en puissance de l'État spectacle ? Qu'est-ce qui a changé dans ces dernières décennies et accéléré le déclin du débat public, parfois transformé en comédie des apparences ?

En fait, cette altération de la politique, qui s'est fortement accrue ces derniers temps, a deux séries de causes. Les unes techniques, qui tiennent surtout à l'influence des nouvelles méthodes de communication. Les autres culturelles, qui reflètent l'évolution générale de la société.

Le poids de la médiasphère

Au premier rang des causes techniques figure, bien sûr, la domination des médias audiovisuels, qui s'est fortement appesantie dans la dernière période. Désormais, la République télévisuelle, focalisée sur le gros plan, supplante la République de l'imprimé, fondée sur le texte.

De type intellectuel et rationnel, la communication écrite s'adresse à l'analyse et au

jugement du lecteur. Elle porte sur les problèmes de fond et sur les idées, bien plus que sur la personne des dirigeants. À l'ère de l'imprimé, la politique est diffusion d'arguments, échange d'opinions, confrontation de points de vue. Elle est surtout régie par le raisonnement, par la réflexion.

La presse écrite est le support privilégié des grands débats d'idées, mais elle connaît aujourd'hui une grave crise dans plusieurs pays dont la France : disparition de nombreux titres, recul du pluralisme, forte concentration, baisse sensible de la diffusion.

En revanche, la télévision est devenue la principale source d'information. Et parfois la seule pour une large partie du public. Avec elle, la communication par la voix et l'image supplante donc la communication par l'écrit. Dès lors, on passe d'un média à contenu intellectuel et rationnel à un média de type beaucoup plus affectif et personnalisé. Dorénavant, avec ce triomphe de l'image sur l'écrit, le ressort émotif prime l'analyse logique.

Avec la médiapolitique, avec la politique faite sur mesure par et pour les nouveaux médias, le débat public devient plus sommaire, plus superficiel. Axé avant tout sur l'aspect et le style des dirigeants. Désormais, une campagne électorale cesse d'être un recueil de programmes pour devenir un flux d'images. Avec cette communication ultra-personnalisée, façonnée par les mêmes techniques que celles du spectacle, la vie politique perd sa complexité et sa rigueur.

De plus, la télévision a elle-même changé. Comme beaucoup d'autres pays, la France a depuis la fin des années 1980 ses chaînes privées ou privatisées qui, vivant des recettes publicitaires, pratiquent le culte de l'audimat. L'impératif absolu étant de faire de l'audience et la politique étant jugée austère et supposée peu prisée des téléspectateurs, celle-ci est dorénavant réduite au strict minimum sur le petit écran. Suppression des émissions politiques de *prime time*. Renvoi de l'actualité politique à la fin des journaux télévisés. Et pratique de l'info-divertissement, en appliquant le concept de « *news as entertainment* ».

Quant à Internet, son essor n'a que très peu changé la donne. Certes, ce nouveau vecteur favorise l'accès à des sources d'information nombreuses et diverses. Certes, il peut servir de tribune aux internautes et de support à leurs échanges. Mais, en politique, l'usage qui en est fait aboutit moins à un véritable dialogue qu'à une communication verticale. Allant du sommet vers la base. Du champion vers ses supporteurs.

Au total, la médiasphère donne la priorité au *buzz*, à l'écho réitéré, répété, dont le dirigeant bénéficie sur les divers supports. Désormais, ce qui importe surtout c'est le bruit fait autour de lui. C'est l'UBM, l'« Unité de bruit médiatique ». Cette nouvelle unité de compte qui mesure l'impact médiatique des leaders en décomptant le nombre de fois où ils sont cités par les divers vecteurs d'information.

Devenus *buzz makers*, les dirigeants d'aujourd'hui sont conduits à faire du bruit, non à faire sens. Dans un bourdonnement perpétuel qui transforme la démocratie en caisse de résonance du pouvoir personnalisé.

L'emprise des communicants

Deuxième facteur technique de montée en puissance de l'État spectacle : l'entrée en force des publicitaires et des communicants dans le champ électoral. Naguère, la communication politique relevait quasiment de l'amateurisme. Elle gardait un certain caractère artisanal, étant gérée par le candidat lui-même et son parti. Cette période est révolue. À un double point de vue.

D'une part, le recours aux experts est désormais général et systématique pour les scrutins les plus importants. D'autre part, non seulement la communication politique s'est professionnalisée, mais encore elle est devenue un secteur ultra-spécialisé. Toute une cohorte de techniciens, dont chacun a une fonction particulière, assistent et parfois façonnent le candidat, qui suit fidèlement leur avis : experts en marketing électoral, sondeurs, publicitaires, *image makers*, *media managers*, consultants politiques, conseillers en communication – souvent appelés « *spin doctors* » pour leur talent à manipuler l'information.

Cette professionnalisation des campagnes électorales, déjà ancienne aux États-Unis, ne s'est réellement développée en France qu'avec les années 1980, qui sont aussi les années pub. Et

parfois les années toc. Les années paillettes. Désormais, les principaux candidats à l'élection présidentielle recourent tous à des spécialistes de la publicité et de la communication, qui partagent tous la même conviction : le candidat, c'est le message. Et non plus son programme, qui ne compte guère. Pour être efficace, une campagne doit donc chercher non à convaincre, mais à séduire, non à argumenter, mais à plaire.

D'où l'importance accordée au *look*, comme on disait alors. Place donc à la démocratie cosmétique qui maquille la réalité par des procédés sophistiqués pour la rendre plus attrayante, plus captivante. Priorité à l' image et à la stratégie des apparences. Désormais, le savoir-plaire remplace le savoir-faire.

La peopolisation

Autres facteurs de renforcement de l'État spectacle : la vogue croissante des *talk shows* et l'essor de la presse people – dont les tirages ont très fortement augmenté –, qui incorporent les dirigeants politiques au monde du show-business. En leur réservant exactement le même traitement médiatique qu'aux vedettes du box-office. En les faisant cohabiter étroitement sur les mêmes plateaux et dans les mêmes journaux. En cessant donc de les distinguer.

Aujourd'hui, toutes les télévisions ont leurs *talk shows*, qui combinent très intimement politique et spectacle. En invitant côte à côte dans le même studio acteurs, chanteurs, écrivains, sportifs, leaders et vedettes de faits divers.

De même, la presse people, qui traite des gens connus, a élargi le cercle de ses célébrités (altesses royales, acteurs, chanteurs, *top models*, sportifs) aux femmes et aux hommes politiques en quête de popularité auprès du grand public et qui, désormais, acceptent volontiers de médiatiser leur intimité pour gagner en notoriété.

Bien sûr, les magazines people ne mentionnent aucunement leur projet ou leur action politique. Ils relatent exclusivement leur vie privée dans ses moindres détails. Avec cette « peopolisation » – phénomène récent et nouvelle étape dans la dépolitisation –, les dirigeants politiques sont traités à leur tour comme des sujets de divertissement pour des lecteurs cherchant à se distraire.

Ces deux faits nouveaux tendent à fusionner ou, en tout cas, à faire vivre en symbiose la société politique et le monde du spectacle. En mêlant les personnalités appartenant à ces deux domaines. Ils traduisent l'unification croissante de ce qu'on pourrait appeler la société des célébrités. Naguère, la politique se situait à part. Aujourd'hui, elle est incluse comme d'autres activités dans cette société des « *celeb* » qui forme de plus en plus un seul et même monde, soumis aux mêmes conventions, aux mêmes règles.

La marque la plus évidente de l'interpénétration du show- business et de la vie publique, c'est évidemment l'entrée en politique d'acteurs, qui se font élire surtout grâce à leur maîtrise des techniques du cinéma et des médias. Souvent qualifié de « grand communicateur », Reagan est élu à la Maison Blanche. De même, Arnold Schwarzenegger devient gouverneur de Californie. En héros descendu de l'écran. En figure mythique faisant campagne sur son personnage de cinéma. Avec lui, les électeurs sont appelés à ne plus distinguer le monde réel et le monde de l'illusion. La réalité et la fiction.

À côté de ces facteurs techniques, liés aux modes de communication, l'essor de l'État spectacle tient aussi à des facteurs culturels qui contribuent à cette poussée de la personnalisation de la politique.

Le déclin des idéologies

D'abord, le déclin des idéologies. Faute, aujourd'hui, de pouvoir se différencier sur des programmes typés à contenu doctrinal, les candidats sont conduits à se distinguer sur un autre plan : leur personnalité, leur profil. Désormais, la différence se situe surtout là.

Cette situation contraste avec celle des années 1970-1980. À l'époque, les deux camps politiques s'appuient sur des bases idéologiques fortes. En pratiquant même un certain

dogmatisme.

À gauche, le marxisme conserve encore un certain prestige et des partis communistes puissants existent en France, en Espagne et surtout en Italie. Par ailleurs, plusieurs partis socialistes sont résolument orientés à gauche. Le PS signe un programme commun de gouvernement avec le PCF en 1972. Le Parti travailliste britannique connaît une phase de radicalisation avec Michaël Foot au début des années 1980. Même le SPD allemand choisit un moment le retour à l'idéologie, en désignant Oskar Lafontaine, homme de doctrine, comme candidat à la chancellerie en 1990.

Parallèlement, dans ces années-là, la droite se radicalise. Elle défend un conservatisme doctrinal, prône un libéralisme économique offensif et récuse l'intervention de l'État. Cette « révolution conservatrice » est proposée tant par Margaret Thatcher, premier ministre de 1979 à 1990, que par Ronald Reagan, président de 1980 à 1988.

Au total, la gauche et la droite proposent alors des choix idéologiques tranchés, parfois même des choix de société. Il en va très différemment à partir des années 1990, qui voient chacun des deux camps évoluer vers la modération et le pragmatisme.

À gauche, le marxisme perd définitivement son ascendant avec la dissolution de l'URSS en 1991, qui contribue à accélérer le déclin des partis communistes occidentaux. Quant aux partis socialistes, pratiquement tous se rallient à l'économie de marché. Certains vont même plus loin.

Devenu premier ministre en 1997, Tony Blair présente le New Labour comme la « troisième voie » entre capitalisme et socialisme. Élu chancelier en 1998, Gerhard Schröder conçoit le SPD comme le « nouveau centre ». En 1999, ils proclament ensemble dans un manifeste commun : « La plupart des gens ont depuis longtemps abandonné toute vision du monde fondée sur le clivage entre les dogmes de la gauche et de la droite. »

Symétriquement, à droite, l'idéologie thatchérienne ou reaganienne n'est plus à l'ordre du jour. Aujourd'hui, les tories de David Cameron et la plupart des républicains, tel John McCain, sont revenus à des positions plus consensuelles. Enfin, dans sa campagne présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy a certes prôné la « rupture » et professé les thèses du libéralisme économique, mais depuis la crise de septembre 2008 sa politique fait largement place à l'intervention de l'État.

Bien sûr, il subsiste des différences réelles entre la droite et la gauche. Mais moins visibles, moins perceptibles qu'auparavant, lorsque celles-ci se réclamaient d'idéologies tranchées. Résultat : les différences de fond paraissant s'atténuer, la forme acquiert un rôle majeur dans les campagnes électorales. Faute de se distinguer clairement sur des programmes, devenus plus convergents, les candidats en viennent à se différencier surtout sur leurs profils qui, eux, peuvent être effectivement dissemblables. D'où la personnalisation extrême de la politique, devenue le choix entre des images plus qu'entre des messages.

Le recul du rationalisme

Le progrès de l'État spectacle ne tient pas seulement à ce déclin des idéologies. Il tient aussi à un phénomène plus général, plus profond : le recul du rationalisme. Non seulement les doctrines se fanent, les utopies sont moribondes, mais encore les manières d'appréhender la réalité se modifient. Même dans les sociétés marquées par le cartésianisme et l'esprit des Lumières.

Descartes oppose la raison, instrument de la connaissance certaine, et les passions, ces « émotions de l'âme », qui conduisent généralement à l'erreur. À leur tour, les philosophes du XVIII^{e} siècle rejettent toute autre autorité que celle de la raison. Soumettant tout au libre examen, à l'esprit critique. Se fiant aux facultés intellectuelles pour connaître et juger le réel, non aux sentiments, souvent trompeurs.

« La raison finira par avoir raison », avait assuré d'Alembert. Les deux siècles suivants valident cette prévision, notamment dans la vie publique. Ainsi, Lincoln fait appel à « la raison, froide, calculatrice, dépourvue de passion », à « l'intelligence collective ». De même en France,

de Ferry à Blum, les grands dirigeants républicains associent étroitement démocratie et raison.

Aujourd'hui, à la cité de la raison a succédé la société de l'émotion. Dominée par l'affectivité, la sensibilité. L'emprise de la logique s'efface devant une culture du sentiment. Avec toute la gamme des émotions, de la peur à la joie, qu'elles concernent des faits majeurs ou mineurs.

Peur des pandémies (sida), des attentats terroristes (11 septembre), des accidents nucléaires. Compassion pour les victimes de catastrophes naturelles (tsunami). Angoisse face à la crise et à la montée du chômage. Soulagement lors de la libération d'otages (Ingrid Betancourt). Sympathie pour les altesses royales connaissant des épreuves affectives. Admiration pour les champions olympiques. Ferveur collective autour d'une coupe du monde de football.

Certes, la plupart de ces émotions sont fondées et légitimes. Certes, les périodes précédentes ont connu des réactions analogues. Mais d'une ampleur et d'une emprise moins fortes. Mais pas au point de monopoliser l'actualité. En réalité, la prédominance actuelle de la culture du sentiment tient à un fait nouveau : la transmission instantanée et universelle de ces états émotionnels dans tout le « village planétaire » par la télévision, qui leur sert de caisse de résonance. Désormais, l'émotion obéit, elle aussi, à la mondialisation.

Présentateur du 20 heures de France 2, David Pujadas confirme ce « primat de l'émotion » dans les journaux télévisés : « La pente douce de l'information à la télévision est effectivement celle du pathos… " Émotion ", " douleur ", " inquiétude ", ces termes reviennent d'ailleurs inlassablement dans la bouche des présentateurs… Autrefois, la télévision était engoncée dans l'actualité institutionnelle. Aujourd'hui, elle est aspirée par le sentiment[1]. »

La vie publique s'est adaptée à ce nouveau contexte. Dans cette société du sentiment dominée par l'affectif, le discours politique a changé. Désormais, dans la nouvelle rhétorique, le pathos, l'appel aux émotions, supplante en effet le logos, le recours au raisonnement.

Expliquer, persuader, convaincre par des arguments logiques : telle était naguère la démarche principale, qui s'en remettait au jugement réfléchi des citoyens. Aujourd'hui, l'objectif majeur est différent : toucher, faire impression, attirer la sympathie.

Beaucoup de candidats s'adressent délibérément aux affects des électeurs, à leur sensibilité. En stratèges de l'émotionnel. Convaincus que l'opinion publique a fait place à l'affectivité publique, ils font du sentiment un mode de gouvernance. Avec sa part d'irrationnel.

De plus, la dimension spirituelle réapparaît dans leurs thématiques et la foi semble réinvestir la sphère électorale. Après des décennies de séparation de l'Église et de l'État, la référence à la religion fait son retour en politique. Devenue fréquente aux États-Unis, elle est présente aussi en France dans le discours du candidat élu à la présidentielle de 2007 et sous-jacente dans certains propos de sa principale concurrente.

Les nations occidentales semblent entrer dans une phase « postséculière », qui dément les prévisions annonçant la fin du religieux. L'éviction de la religion du débat public a cessé. Les croyants y participent davantage, appuyés sur leurs propres convictions. Aujourd'hui, même Jürgen Habermas[2]critique la « conception laïciste » des « sociétés occidentales sécularisées ». « L'État libéral, écrit-il, a intérêt à donner libre cours aux voix religieuses dans la sphère publique politique… Il ne peut pas décourager les croyants et les communautés religieuses de s'exprimer aussi politiquement *en tant que tels* » pour contribuer à la « fondation du sens ».

Bien sûr, il appartient à chacun de vivre sa foi en pleine liberté. Mais renoncer à la vision classique de la laïcité – qui respectait toutes les croyances, mais limitait la religion à la sphère privée – risque de contribuer au recul de la conception rationaliste de la politique qui a dominé le XXe siècle.

La montée de l'individualisme

Autre évolution idéologique : la montée de l'individualisme, liée à deux phénomènes. D'abord, le relâchement des liens sociaux traditionnels : l'évolution générale de la société a fortement réduit les solidarités familiales et locales qui la structuraient. Ensuite, le retour en force à partir des années 1980 du libéralisme économique avec le tchatchérisme et le reaganisme,

qui prônent l'initiative individuelle et la non-intervention de la puissance publique.

Certes, leurs successeurs ont adopté des attitudes plus nuancées. Certes, avec la crise survenue en septembre 2008, le rôle de l'État est mieux accepté. Mais la croisade libérale de naguère a laissé des traces profondes dans les mentalités. Le recul, pendant plusieurs décennies, des doctrines prônant l'action collective, tel le socialisme, et en revanche ce renouveau du libéralisme, fondé sur l'individualisme, ont entraîné une mutation culturelle. L'idéologie du chacun pour soi a imprégné la société. Celle-ci s'est fortement individualisée, ses membres devenant surtout attentifs à eux-mêmes, à leur sort personnel. Ce souci de soi devenant souvent préoccupation exclusive de soi, au détriment d'engagements tournés vers autrui.

Il en va de même dans la vie publique. Le retour des thèses individualistes a provoqué une désaffiliation, une désaffection pour les formes collectives d'engagement politique, jugées archaïques, et en particulier pour les partis. D'où le nombre limité ou décroissant de leurs adhérents. Pourtant, la démocratie a besoin de partis puissants qui rassemblent, proposent, débattent face à l'opinion. Malgré cela, la mode aujourd'hui est souvent au dénigrement des « appareils », à la prise de distance envers les partis, à l'établissement d'un face-à-face personnel entre le dirigeant et les électeurs. Désormais, au sommet de la hiérarchie politique, on ne suit plus Pascal – « le moi est haïssable » –, mais Barrès et le « culte du moi ». La société politique est devenue une société de l'ego qui remplace le « nous » par le « je ».

Témoigne, d'ailleurs, de cet égocentrisme la vogue du *storytelling*. Désormais, on relate son parcours personnel. En parlant de soi, non de ses idées. Avec cette mise en récit de la politique, avec cette approche narrative, le candidat n'expose plus un projet, il raconte sa vie.

Dans cette égopolitique, dans cette politique du moi, le leader devient Narcisse. Ému par le récit de son autobiographie. Absorbé dans la contemplation de son autoportrait. Fasciné par l'observation de sa propre image. Pour Freud, le narcissisme était précisément cet amour porté à l'image de soi-même. Aujourd'hui, dans une société surmédiatisée et longtemps dominée par les valeurs individualistes, l'égotisme imprègne la vie politique. Le nouveau Narcisse se préoccupe surtout de l'image qu'il renvoie aux autres et de son destin personnel, en étant souvent indifférent au sort collectif. D'où la place mineure désormais réservée dans les campagnes électorales aux programmes, qui sont, par essence, des projets collectifs.

À certains égards, l'État spectacle repose sur une conjuration des ego. De nombreux dirigeants, à l'ego hypertrophié et autosatisfaits de leurs qualités personnelles, placent au-dessus de tout le reflet donné d'eux par la télévision, ce nouveau miroir. Épris de leur propre image, ils cherchent en permanence les feux des projecteurs pour jouir de celle-ci et en faire partager l'admiration à leurs concitoyens.

Certes, tous n'ont pas cette attitude. Tous les dirigeants ne sont pas des adeptes de la surexposition et du vedettariat[3]. Fort heureusement, une partie importante du monde politique ne cède pas à ces facilités qui dévaluent le débat public. Mais de nombreux leaders participent à cette dérive et se conforment aux codes de l'État spectacle.

Star system et casting

Dans ce système narcissique, l'ambition de chacun, c'est évidemment d'être le personnage principal, d'obtenir le premier rôle. Car la politique emprunte au cinéma la pratique du *star system.*

Dans ce système, qui a longtemps régi Hollywood, la star réduit à un simple présentoir tout film où elle se produit. Elle compte infiniment plus que le scénario ou la mise en scène, qui lui servent uniquement de faire-valoir. De même, la vedette d'un parti occulte le programme et l'appareil. Elle ne sert pas ce programme. Elle le réduit à un simple support, à une simple « plate-forme » pour sa promotion personnelle. Avec parfois le même égocentrisme que les stars de cinéma pour qui rien ne compte qu'elles-mêmes. Que valent les acteurs de second plan ou les figurants pour une vedette de l'écran ? Et quelle est l'importance réelle des militants ou des adhérents pour une star de l'État ? Ainsi va la politique au singulier. Réduite à un solo joué par un seul instrumentiste.

Désormais, le spectacle politique se focalise sur une super-vedette. Seule en scène.

Monopolisant l'attention du public sur son récital. À la manière dont une « idole » du music-hall choisit la formule du *one-man show* et supprime ainsi tous les autres numéros. Pour centrer tout le spectacle sur sa seule personne.

Dans ce système qui donne une priorité absolue à l'image, la politique devient un casting, une distribution de rôles entre acteurs de la vie publique. Ceux-ci se spécialisent donc dans quelques grands emplois stéréotypés du répertoire politique, dans quelques grands personnages.

Il y a le héros : omniscient et omnipotent, c'est le guide infaillible, le chef providentiel, le sauveur. Et souvent l'icône offerte à la vénération collective. En monstre sacré.

À l'opposé, il y a l'homme ordinaire, le *common man*, Monsieur Tout-le-monde. Le citoyen type qui incarne l'opinion moyenne, le bon sens, les vertus communes. Il est ou paraît mesuré, modéré, modeste. En choisissant donc un tout autre style : proximité, familiarité, simplicité. En champion de la normalité.

Il y a aussi le leader de charme, qui s'attache non à convaincre, mais à séduire. En jeune star de la politique. Sa volonté ? Étonner, captiver, ravir. En virtuose du savoir- plaire. Dans un système politique transformé en démocratie cosmétique.

Il y a, enfin, le père, la figure tutélaire d'autorité, qui s'emploie à rassurer par la maturité, la compétence, l'expérience acquise par l'âge. Bref, le sage, habile à susciter l'adhésion filiale des électeurs.

Chacune de ces vedettes du box-office politique poursuit donc son objectif privilégié : fasciner pour le héros, ressembler pour l'homme ordinaire, séduire pour le leader de charme, rassurer pour le père. À chacun sa fonction prioritaire.

Désormais plus nombreuses, les femmes politiques s'inscrivent dans ces différents registres : héroïsme, proximité, séduction ou valeurs maternelles. Rejoignant sur l'agora cathodique leurs homologues masculins.

Chacun de ceux-ci incarne un personnage. Chacun projette une image. Mais avec plus ou moins de sincérité. Tantôt cette image correspond à la vérité. Tantôt elle est artificielle, factice, sans rapport avec la réalité. Avec la vraie personnalité de celui qui la diffuse et qui revêt une identité d'emprunt. Car, sur la scène publique, il n'est pas rare que tel ou tel dirigeant campe un faux personnage et tienne un rôle de composition. Avec la volonté d'abuser, de duper. Prêt à appliquer la devise de Mazarin : « Simule et dissimule. »

Avec ces images falsifiées, qui dissocient l'être et le paraître, la vie politique peut devenir scénographie des apparences. Théâtre des simulacres. Espace des artifices et des illusions. L'État spectacle représentant alors une nouvelle forme de système politique : le régime de la fiction.

1- David Pujadas, *« Vous subissez des pressions ? »*, Paris, Flammarion, 2009.

2- Jürgen Habermas, *Entre naturalisme et religion. Les défis de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008, pp. 170-211.

3- En France même, ni Alain Juppé ou François Fillon à droite, ni Lionel Jospin ou Martine Aubry à gauche ne s'inscrivent dans cette dérive ; pour sa part, Michel Rocard en appelait même à un « devoir de grisaille ». Il en va de même au Royaume-Uni avec Gordon Brown ou en Allemagne avec Angela Merkel.

I
CASTING

Le héros

Génial et infaillible. Sublime. Forcément sublime. Tels se veulent certains dirigeants qui campent le personnage du héros, du chef providentiel. Homme d'exception, pourvu de qualités suréminentes. Forçant l'admiration et l'adhésion de tout un peuple par son prestige, son ascendant et le rayonnement de sa personnalité.

Comme le héros de la mythologie antique, ce chef invincible est presque un demi-dieu. Entre ciel et terre. Idole offerte au culte des mortels. Toujours dans le solennel, le cérémoniel et l'emphase.

Ainsi va le guide suprême de la nation. En monstre sacré, nimbé de gloire et promis au triomphe, puis à l'apothéose. En surhomme inspiré, instrument de l'Histoire et de la Destinée. En démiurge impérieux et mystérieux à qui rien ne résiste.

Ce grand homme vit dans l'orgueil et la grandeur. À l'écart du quotidien et des contingences. Il trône au-dessus des autres, au-dessus du peuple. Dans une sorte d'Empyrée ou d'Olympe. Supérieur et souverain, il campe dans la légende et le mythe. Icône dédiée à l'adoration collective. Sauveur et presque messie.

Bien sûr, cette attitude vaut surtout pour les dirigeants placés à la tête d'un régime autoritaire ou totalitaire. Car quand subsistent des éléments de démocratie, il convient d'affecter une posture moins immodeste. De Kim Jong-il à Chavez, l'échelle du leadership héroïque comporte donc des degrés divers. Allant de la majesté quasi impériale au caudillisme populiste.

En tout cas, ce maître du pouvoir impose son autorité. Peu importe son nom. « Héros » comme chez Carlyle, qui le dépeint en voyant et prophète, tenant son pouvoir de la Providence, s'entourant de mystère, gouvernant en esthète de la politique[1]. « Surhomme » animé par « la volonté de puissance », comme chez Nietzsche. Chef « charismatique », pourvu d'un don de grâce, s'imposant par l'éclat de son prestige, comme chez Max Weber[2]. Ou « homme de caractère », répandant un « fluide d'autorité », comme chez de Gaulle[3].

Ce monstre sacré remplit un triple office : dispensateur de certitudes, donneur de rêves et faiseur de spectacles.

Maître de sûreté, il aide à surmonter le désarroi des périodes troublées. Derrière son chef suprême, le peuple se sent en sécurité. Car le héros ne peut se tromper. Infaillible, il voit toujours juste. L'article 8 du Décalogue du milicien fasciste proclamait : « *Mussolini ha sempre ragione* » (« Mussolini a toujours raison »).

Le héros exerce aussi une fonction onirique : celle de donneur de rêves. Car le guide voit plus haut et plus loin. En mage de l'État, il fournit une vision, un dessein à son pays. « On ne conduit un peuple qu'en lui montrant un avenir : un chef est un marchand d'espérance », affirmait Napoléon. Et Chateaubriand conseillait de « mener les Français par les songes ».

Enfin, le héros est faiseur de spectacle. Toujours en représentation. Toujours sous les feux des projecteurs. Exhibant sa propre gloire. Spécialiste de la mise en scène, il établit un face-à-face théâtral avec le public. Dans une sorte de *one-man show* du pouvoir, destiné à fasciner les masses.

Toutefois, le leadership héroïque ne constitue pas un bloc indifférencié. Selon les circonstances, selon les pays, il n'a pas partout la même intensité et la même forme.

Narcissisme toujours, mégalomanie souvent : ce pouvoir suprême est toujours mis en œuvre par des dirigeants à l'ego surdimensionné, avides de faste et de grandeur. Mais il doit faire

preuve de moins de démesure là où restent quelques fragments de démocratie, même mineurs, quelques bribes de pluralisme. Son intensité est donc variable.

Surtout, ce pouvoir héroïque n'est pas uniforme car il procède, en fait, de plusieurs sources différentes. En fonction des diverses traditions et cultures nationales. En fonction aussi des diverses religions ou idéologies qui lui servent de fondement. Ses formes sont donc diverses.

Dans la période récente, on peut discerner plusieurs familles de héros. Les nostalgiques poststaliniens du culte de la personnalité, comme Poutine en Russie et Loukachenko en Biélorussie, qui aspirent à être de nouvelles icônes. Les héritiers d'une autre tradition autocratique influencée, elle, par la culture asiatique : tels Mao, à la fois chef du PC et dernier empereur de Chine, et en Corée du Nord Kim Il-sung, puis son fils et successeur dynastique Kim Jong-il.

En dehors de l'ancien bloc communiste aujourd'hui éclaté, le pouvoir héroïque s'exerce aussi ailleurs. En Amérique latine avec les descendants des caudillos, marqués par l'hispanité, comme Perón autrefois en Argentine, Castro naguère à Cuba, Chavez au Venezuela, Morales en Bolivie et Ortega au Nicaragua. Au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient avec les raïs, se réclamant tantôt de l'islam, comme Kadhafi en Libye, tantôt de la laïcité tels les baasistes Bachar al-Assad en Syrie et naguère Saddam Hussein en Irak. Enfin en Afrique, portée par tradition à l'unité du pouvoir, les inamovibles, c'est-à-dire chefs d'État exerçant un pouvoir continu depuis des décennies et devenus en fait présidents à vie.

Bref, si, comme concept, le leadership héroïque est unique, il est divers dans ses origines et ses formes.

1- Thomas Carlyle, *Les Héros et le culte des héros*, Londres, 1840.

2- Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

3- Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, Paris, Berger-Levrault, 1932, rééd. 10/18, pp. 24 et 77.

Les icônes

Certes, l'URSS a cessé d'exister. Certes, elle s'est dissoute en 1991, à l'initiative de Boris Eltsine. Mais elle a marqué durablement les esprits de ceux qui l'ont connue ou servie, en Russie ou dans les autres Républiques soviétiques, dans des fonctions diverses : agent du KGB comme Poutine, membre du Parlement de Biélorussie comme Loukachenko ou secrétaire général du Parti communiste turkmène comme Niazov.

Chacun des trois sera élu président d'une des Républiques issues de l'URSS – Russie, Biélorussie, Turkménistan – dans la décennie 1990, peu après la chute de l'Empire soviétique : Niazov en 1992, Loukachenko en 1994, Poutine en 2000.

Ces dirigeants postsoviétiques sont des héritiers directs de la culture politique de l'URSS : culte de la personnalité, majeur sous Staline, plus mineur sous Brejnev, parti unique, élections non compétitives, absence de liberté de l'information. Certes, ils ne vont pas jusqu'à reproduire à l'identique ces traits caractéristiques du système ancien, mais ils s'en inspirent, au moins en partie, pour imposer leur pouvoir héroïque. En avouant leur nostalgie de l'Empire soviétique.

Culte de la personnalité

« Il n'est pas de sauveur suprême / Ni Dieu, ni César, ni tribun », proclame *L'Internationale*. Pourtant, de son 50e anniversaire en 1929 à sa mort en 1953, Staline, l'« homme d'acier », est l'objet d'une vénération collective, systématiquement organisée par le régime[1]. Le secrétaire général du PC soviétique bénéficie d'un « culte de la personnalité » que Khrouchtchev dénoncera dans son rapport au XXe congrès en 1956[2]. Staline encourage personnellement ce torrent d'éloges, stimule ses panégyristes, orchestre ce concert de louanges.

La ferveur atteint son apogée après les grandes purges. « À compter de 1938, observe Ilya Ehrenbourg, il est beaucoup plus juste d'employer le mot "culte" au sens religieux du terme. Dans l'esprit de millions d'êtres, Staline fut transformé en un demi-dieu mythique[3]. »

Le secrétaire général est vénéré en idole encensée, objet d'adoration et de crainte révérencielle. En icône suprême, parée de toutes les qualités, de toutes les vertus. Chacun est à sa dévotion, chacun chante sa gloire. Même en Occident où les intellectuels font preuve d'une insigne crédulité.

En 1935, alors que l'URSS s'achemine vers la terreur de masse, Henri Barbusse confie : « J'ai dit une fois à Staline : "Savez-vous qu'on vous considère en France comme un tyran qui n'en fait qu'à sa tête, et un tyran sanguinaire par-dessus le marché ?" Il s'est rejeté en arrière sur sa chaise, en proie à son gros et bon rire d'ouvrier travailleur. » Barbusse achève son livre par cette image d'Épinal : « Qui que vous soyez, la meilleure partie de votre destinée, elle est dans les mains de cet autre homme, qui veille sur tous et qui travaille, l'homme à la tête de savant, à la figure d'ouvrier et à l'habit de simple soldat[4]. »

Emil Ludwig écrit de même, avec ravissement, en 1942 : « C'est un homme sain et sobre qui n'a jamais manifesté durant les vingt ans de son gouvernement le moindre symptôme de la folie des grandeurs… C'est le seul dictateur à qui j'aurais confié mes enfants[5]. »

Même Éluard participera à ce concours de dithyrambes en 1950 : « La confiance est le fruit de son cerveau d'amour…/ Car la vie et les hommes ont élu Staline / Pour figurer sur terre leur espoir sans bornes[6]. » Aragon fera de même en 1953 : Staline est « le plus grand philosophe

de tous les temps… Celui qui éduque les hommes et transforme la nature… Son nom est le plus beau, le plus proche, le plus étonnant dans tous les pays, pour tous ceux qui luttent pour leur dignité[7] ».

Bien entendu, l'idole est omnisciente. Le dogme de l'infaillibilité de Staline vaut en toutes matières. Le maître du Kremlin décide de tout et tranche souverainement dans tous les domaines. La politique et l'économie bien sûr. L'art militaire naturellement, quitte à commettre plusieurs erreurs selon le rapport Khrouchtchev, alors qu'il est célébré comme « chef militaire invincible, stratège sans égal dans l'histoire[8] ». Mais aussi la biologie, où il impose les thèses inexactes de Lyssenko[9]. La philosophie et la linguistique. La littérature, la peinture et la musique, avec rappel à l'ordre de Chostakovitch pour formalisme[10].

Partout et sur tout, le « génial Staline », souvent assisté de Jdanov, fixe dogmes, normes et canons. En maître suprême de l'orthodoxie.

La victoire de 1945 renforce encore son prestige auprès de la gauche occidentale, qui refuse de voir la réalité. Kravchenko, haut fonctionnaire soviétique, profite d'une mission à l'étranger pour rompre avec l'URSS. En 1947, il décrit dans son livre *J'ai choisi la liberté* la réalité du régime : *Les Lettres françaises* d'Aragon l'accablent et l'accusent de toutes les provocations. Camus ose critiquer le stalinisme dans *L'Homme révolté* en 1951 : Sartre le fait passer pour un benêt idéaliste.

Quand Staline décède deux ans plus tard, sa dépouille embaumée rejoint celle de Lénine dans le mausolée de la place Rouge. Exposée, par-delà la mort, à la vénération du peuple soviétique[11].

Le leader national

Tsar et star. Maître du pouvoir et icône du peuple. Président de 2000 à 2008, aujourd'hui premier ministre mais véritable chef du régime, Vladimir Poutine dirige la Russie. En cultivant une image d'homme fort, offert à l'admiration de ses concitoyens.

Pour cela, il s'inscrit dans une double filiation. Héritier de la Russie éternelle, enracinée dans la tradition et la religion, l'État ayant réhabilité Nicolas II[12]et s'appuyant sur l'Église orthodoxe. Légataire de la puissante et défunte Union soviétique, dont il entretient la nostalgie et rétablit l'ancien hymne. Le « leader national » – tel est son nouveau titre – prône le retour à l'ordre et aux valeurs d'autrefois.

Inflexible et impérieux, attaché à ce qu'il appelle « la verticale du pouvoir », Poutine gouverne dans un style autoritaire qui tranche avec la libéralisation politique introduite par son prédécesseur Eltsine. Soucieux de puissance et de gloire, le chef de l'État est comblé d'éloges. Dans une sorte de nouveau culte de la personnalité. « Poutine est un cadeau du ciel, un trésor politique colossal pour le pays. Son pouvoir de génie national est un pouvoir magique », écrit en 2007 Gleb Pavlovski, conseiller de l'administration présidentielle[13].

Poutine I

Comme ses prédécesseurs soviétiques, Poutine apprécie les manifestations de masse. Le 7 mai 2001, 10 000 jeunes, vêtus de tee-shirts à son effigie, défilent devant le Kremlin pour célébrer le premier anniversaire de son accession à la présidence. Un an plus tard, ils sont 20 000 à commémorer l'événement. À l'instar des anciens Komsomols, un mouvement de jeunesse intitulé *Nachi* (Les Nôtres) est créé en 2005 à l'initiative du Kremlin. Par ailleurs, portraits et photographies du chef de l'État décorent les bureaux des administrations et les murs des appartements[14].

Formes traditionnelles de la propagande. Mais aussi techniques modernes de la communication, pour créer une sorte de « poutinemania ». Ainsi, le nouveau héros cultive une image de sportif accompli, pratiquant les arts martiaux, comme le judo et le sambo qui s'apparente à la lutte libre. À l'été 2007, Poutine fait diffuser une série de photos le montrant

dans des postures viriles. À cheval. Torse nu au bord d'un torrent, un poignard à la ceinture. Ou épaulant un fusil de chasse.

En août 2008, le dirigeant russe, se transformant en dompteur, tire une fléchette hypodermique sur une tigresse devenue menaçante pour une équipe de reportage de la télévision Vesti, venue en visite avec lui dans un parc animalier de Sibérie. Après cet acte d'héroïsme, probablement mis en scène, il annonce, par ailleurs, en octobre 2008 la sortie d'un DVD intitulé *Apprenez le judo avec Vladimir Poutine*[15]. Enfin, doté de tous les talents, il se fait un bref moment artiste peintre pour une œuvre caritative en janvier 2009 : en public et en quinze minutes, il peint une toile qui est achetée 860 000 euros par un galeriste[16].

La popularité de Poutine est d'autant plus forte que de 2000 à 2008, pendant ses deux mandats présidentiels, la forte hausse du cours du pétrole, dont la Russie est le deuxième pays exportateur, a alimenté une croissance de 7 % par an en moyenne, qui a été la clé de la consolidation du régime[17].

Pourtant, malgré la propagande dont il est aujourd'hui l'objet, le maître de la Russie a commencé par un destin modeste : celui d'un obscur agent de renseignement. Entré à 23 ans, en 1975, au KGB (Comité de sécurité de l'État), il est affecté à la division des renseignements extérieurs et passe notamment cinq ans en RDA, à Dresde, de 1985 à 1990. Après la réunification allemande, Poutine retourne à Leningrad, sa ville natale, qui va bientôt redevenir Saint-Pétersbourg, et quitte le KGB avec le grade de lieutenant- colonel.

L'ancien « guébiste » vire de bord. Professionnellement et politiquement. Il entame une nouvelle carrière dans l'administration municipale de Saint-Pétersbourg, puis devient en 1994 premier adjoint du maire réformateur Anatoli Sobtchak. Celui-ci ayant été battu aux municipales de 1996, Poutine part pour Moscou et change de mentor : il se place sous la protection d'Anatoli Tchoubaïs, initiateur des privatisations et proche de Eltsine. Il entre alors dans l'administration présidentielle, en devient chef adjoint en mai 1998, puis est nommé en juillet 1998 directeur du FSB, l'ex-KGB, poste qu'il n'occupe que brièvement.

Commence alors une fulgurante ascension. En août 1999, Eltsine le nomme premier ministre. La seconde guerre de Tchétchénie débute un mois plus tard, après une série d'attentats qui ensanglantent Moscou. Après ces attentats jamais vraiment élucidés, attribués souvent aux Tchétchènes et parfois au FSB, Poutine déclare qu'il va « buter les terroristes jusque dans les chiottes ». Souvent qualifié de « patriote russe », jouant des réflexes nationalistes et xénophobes, le premier ministre voit sa popularité grandir avec cette guerre, qui va faire 40 000 morts et qu'il exploite à des fins politiques. En apparaissant comme un « homme de fer ». Cette posture belliciste lui ouvre la route du Kremlin.

Le 31 décembre 1999, Eltsine, malade, démissionne. Poutine lui succède et devient président par intérim. En mars 2000, il est élu chef de l'État, puis est réélu en mars 2004 pour un second mandat de quatre ans.

Le chef du Kremlin renforce l'influence des services spéciaux, dont il est issu, de la police et de l'armée, bref de ceux qu'on appelle les *siloviki*, les hommes de force. En revanche, il combat les oligarques, proches de l'Occident, accusés de mainmise sur l'économie russe. Ce qui accroît sa popularité auprès des gens modestes. Ainsi, en 2003, Poutine fait arrêter Mikhaïl Khodorkovski par un commando des forces spéciales opérant en pleine nuit sur le tarmac de l'aéroport de Novossibirsk. Le patron du groupe pétrolier Ioukos, accusé d'escroquerie et d'évasion fiscale, est condamné à huit ans de camp de travail en Sibérie. En réalité, on lui fait surtout grief d'avoir des ambitions politiques et de soutenir les partis d'opposition[18].

Souvent, ces oligarques sont propriétaires de médias qui font preuve d'indépendance envers le pouvoir. Comme la chaîne privée NTV, appartenant à Vladimir Goussinski : en 2000, celui-ci est inculpé pour escroquerie et se réfugie en Espagne. De même, Boris Berezovski, principal actionnaire de la chaîne de télévision ORT, la plus regardée en Russie, doit s'exiler à Londres en 2001. L'éviction de ces oligarques permet de renforcer le contrôle du pouvoir sur les médias et de restreindre la liberté de l'information introduite sous Eltsine.

Poutine II

La Constitution n'autorisant pas le chef de l'État à exercer plus de deux mandats consécutifs, Poutine ne peut donc pas se présenter à la présidentielle de 2008. Pour conserver malgré tout le pouvoir, il invente une parade : choisir lui-même un candidat jugé de toute confiance, son poulain Dmitri Medvedev – qui a été notamment chef de l'administration présidentielle –, tandis que lui-même deviendra premier ministre. Ce stratagème permet au président sortant de demeurer le maître réel du système, tout en respectant la Constitution. Bien sûr, Poutine entend rester tout aussi puissant dans sa future fonction, assurant contre toute évidence : « Le pouvoir suprême dans le pays, c'est le gouvernement russe[19]. »

L'élection présidentielle du 2 mars 2008, remportée par Medvedev avec 72 % des voix, est un simulacre de démocratie : impossibilité de se présenter pour les opposants influents, médias sous contrôle, irrégularités dans la préparation et le déroulement du scrutin. Répondant aux critiques des observateurs de l'OSCE, Poutine rétorque, dans son style coutumier, qu'au lieu de donner des leçons à la Russie, « ils feraient mieux d'apprendre à leur femme à faire la soupe aux choux ».

Pour renforcer sa capacité de contrôle sur Medvedev, le nouveau premier ministre se fait élire, en avril 2008, président du parti Russie unie. Créée en 2001 sous son impulsion, cette formation détient depuis 2007 les deux tiers des sièges à la Douma, ce qui assure à Poutine la maîtrise du Parlement face à son successeur au Kremlin. « Je dirige le gouvernement, déclare-t-il. Je dirige en même temps un parti qui a un rôle de premier plan dans la vie politique du pays[20]. »

Déjà à l'époque soviétique, le véritable dirigeant du pays était le chef du parti, communiste alors, et non le chef de l'État, cantonné dans une fonction protocolaire. Staline, secrétaire général du PC, était le maître omnipotent de l'URSS alors que Kalinine, puis Chvernik, présidents successifs du praesidium du Soviet suprême, étaient de simples figurants[21]. Bref, tout est planifié pour maintenir la toute-puissance de Poutine et ne laisser à Medvedev qu'une faible marge de manœuvre.

Le 9 mai, sur la place Rouge, les deux hommes coprésident le défilé commémorant la victoire de 1945. Pour la première fois depuis dix-huit ans, blindés, avions, mais aussi missiles nucléaires sont présentés au public. Sous la présidence de Poutine, la Russie a, en effet, dépensé des milliards de dollars pour reconstituer son potentiel de défense[22]. Celui-ci aime d'ailleurs paraphraser Alexandre III : « La Russie n'a que deux amis, sa flotte et son armée. »

Le « leader national », chef de file des « hommes en épaulettes » (armée, intérieur, services de sécurité), trouve une nouvelle occasion d'afficher cette image de dirigeant à poigne avec le conflit armé qui oppose la Russie et la Géorgie en août 2008.

Ordre et puissance

Depuis 2004, la Géorgie, ancienne République soviétique, est présidée par Mikheïl Saakachvili, proche des États-Unis, qui souhaite faire adhérer son pays à l'OTAN. L'affrontement naît de la situation en Ossétie du Sud. Très liée à la Russie, cette région entend se séparer de la Géorgie. Faisant état de préparatifs militaires russes dans cette province, le président géorgien lance imprudemment une offensive sur Tskhinvali, sa ville principale, pour maintenir l'intégrité territoriale de son pays.

La Russie, qui soutient la province séparatiste, riposte de manière disproportionnée pendant une guerre de cinq jours, du 7 au 12 août : envoi de nombreux soldats et blindés, occupation d'une bonne partie de la Géorgie, stationnement de ses troupes à seulement 40 km de Tbilissi, la capitale du pays. Simultanément, Moscou appuie aussi les séparatistes d'Abkhazie, autre région sécessionniste, située à l'ouest de la Géorgie.

Dans la phase aiguë de ce conflit, Poutine joue ostensiblement le rôle de premier plan, éclipsant le président Medvedev. Le premier ministre se rend sur-le-champ à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord et QG des forces russes du secteur. Les télévisions le montrent l'allure martiale, s'entretenant avec les militaires pour coordonner la contre-offensive.

Manifestement, c'est Poutine qui est à la manœuvre, fidèle à son personnage d'homme d'autorité. C'est lui qui apparaît – et tient à apparaître – en première ligne. Faisant figure de vrai commandant en chef des armées, alors que cette fonction est constitutionnellement celle du chef de l'État.

La Russie intervient donc militairement dans un pays indépendant, dont les frontières se trouvent modifiées par l'usage de la force. Le 26 août, elle reconnaît unilatéralement l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, entérinant ainsi le démembrement de la Géorgie.

Moscou entend rétablir son influence sur les États périphériques et mettre un terme à la période de reflux liée à la dissolution de l'URSS, qualifiée par Poutine en 2005 de « plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle ». La Russie, qui avait perdu à la fois un empire et un glacis, manifeste de nouveau sa volonté de puissance.

Elle compte mettre fin aux revers essuyés dans son « étranger proche » – avec en particulier le remplacement de présidents prorusses par des chefs d'État pro-occidentaux en Ukraine et en Géorgie en 2004 – et enrayer l'expansion de l'OTAN à l'est, perçue comme une stratégie d'encerclement de la Russie. Par ailleurs, celle-ci utilise sa puissance énergétique comme une arme diplomatique pour peser sur l'Europe, qui dépend largement d'elle pour son approvisionnement en pétrole et en gaz naturel.

S'étant imposé avec fermeté au sein de la Russie, Poutine entend affirmer la même détermination au-dehors. Nostalgique de l'URSS, voire de l'idéal grand-russe, nationaliste intransigeant, partisan convaincu des démonstrations de force – naguère en Tchétchénie, hier en Géorgie –, celui-ci campe plus que jamais le personnage de l'homme fort tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Attaché à rétablir la puissance de l'État, mais aussi la fierté nationale et la grandeur perdue.

Fin 2008, le Parlement adopte des amendements constitutionnels portant de quatre à six ans la durée du mandat du chef de l'État, à compter de la prochaine élection présidentielle. Cette réforme ne s'appliquera donc pas au mandat en cours, celui de Medvedev. Elle vise, en fait, à garantir à l'avenir un pouvoir plus durable à Poutine qui sera très certainement candidat en 2012 – il aura alors 59 ans – et pourra alors remplir deux mandats successifs de six ans au Kremlin.

Au total, depuis 2000, la Russie a connu un fort recul des libertés publiques : mise au pas de l'opposition, irrégularité des scrutins, reprise en main des médias[23]. En pratique, le vote libre et la démocratie compétitive, instaurés par Eltsine, ont pris fin. Selon une politologue, qui parle de « déconstruction des institutions publiques », « l'objectif est de limiter le pluralisme, la concurrence et la critique : le système poutinien consiste en l'exercice autoritaire du pouvoir »[24].

Ordre et puissance : l'omnipotent chef du gouvernement et du parti dominant régit son pays à sa guise. En maître impérieux. En héritier de la défunte URSS.

Le dernier dictateur d'Europe

Poutine n'est pas le seul nostalgique de l'URSS et de son système de pouvoir. Dans ce même registre, il est surpassé par Alexandre Loukachenko. Souvent qualifié de « dernier dictateur d'Europe » pour son mépris des libertés publiques, interdit de visa d'accès par les États-Unis et longtemps aussi par l'Union européenne, celui-ci règne en maître absolu sur la Biélorussie depuis quinze ans.

Garde frontière, puis vice-président d'une ferme collective, Loukachenko est élu au Parlement en 1990. Très attaché à l'URSS, il y vote contre la ratification de l'accord de décembre 1991 sur la dissolution de l'Union soviétique. Devenue indépendante, la Biélorussie se dote d'une nouvelle Constitution et organise une élection présidentielle démocratique en 1994. À la surprise générale, Loukachenko, qui fait campagne sur le thème « vaincre la mafia », l'emporte avec plus de 80 % des voix au second tour. Mais il va, désormais, aller de dérive en dérive et instaurer un régime ultra-autoritaire.

En décembre 1995, dans le journal allemand *Handelsblatt*, Loukachenko fait l'éloge du *Fürher* : « Tout ce qui est lié à Adolf Hitler n'est pas mauvais. L'autorité allemande s'est accrue

pendant des siècles. Sous Hitler ce processus a atteint son point culminant. C'est parfaitement en conformité avec notre vision d'une République présidentielle et du rôle de son président… L'Allemagne est sortie des ruines avec l'aide d'une force présidentielle puissante. L'Allemagne s'éleva grâce à cette force, grâce au fait que toute la nation était unie autour de son chef. Aujourd'hui, nous passons par une période semblable, quand nous devons nous unir autour d'une personne pour tenir le coup et rester droits dans nos bottes. »

Élu pour quatre ans, le président biélorusse décide de porter son mandat à sept ans et de se doter de nouveaux pouvoirs, dont celui de suspendre le Parlement. À cette fin, il organise, en 1996, un référendum qui recueille 70,5 % de oui. Après une campagne où le gouvernement a banni l'opposition de la radio et de la télévision, saisi son matériel de propagande et empêché la parution de ses journaux.

Loukachenko ajourne immédiatement la Chambre des représentants et la fait occuper par la police qui arrête 89 des 110 députés, considérés comme « déloyaux ». Une nouvelle chambre, composée de 110 partisans du président, est mise en place. De plus, le chef de l'État fait fermer plusieurs journaux d'opposition et renforce les pouvoirs du KGB : regrettant l'URSS, le régime biélorusse est la seule ex-République soviétique à avoir conservé cette dénomination pour ses services de sécurité.

En 1998, le président biélorusse accuse les gouvernements occidentaux (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Grèce, Italie) et le gouvernement japonais de comploter contre lui et expulse leurs ambassadeurs. Poursuivant cette polémique, il affirme même que ces pays ont conspiré aux jeux Olympiques de Nagano pour limiter le nombre de médaillés biélorusses.

En 2001, Loukachenko obtient un deuxième mandat présidentiel dès le premier tour, l'opposition ayant été systématiquement harcelée et n'ayant pu accéder aux médias contrôlés par l'État. Élection contestée par les gouvernements occidentaux. Celui qui se fait appeler *batka* (« petit père »), à la manière des tsars, est de nouveau élu, pour cinq ans, en 2006, avec 82,6 % des voix. Scrutin qualifié de « farce » par le secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Nostalgique de l'URSS dont il déplore la dissolution, Loukachenko avait conclu avec Eltsine, en 1996, un traité d'union prévoyant d'aller jusqu'à la réunification avec la Russie. En fait, le « dernier dictateur d'Europe » a longtemps caressé le rêve d'être un jour le président de la Biélorussie et de la Russie réunifiées.

Les législatives de septembre 2008 sont, à leur tour, marquées par de nombreuses fraudes et irrégularités. « Malgré des améliorations mineures, ces élections ne remplissent pas les critères de l'OSCE pour des élections démocratiques », concluent les observateurs de cette organisation[25]. Aucun des 70 candidats de l'opposition n'est élu. La totalité des sièges revient aux partisans de Loukachenko. *Batka* reste égal à lui-même et ne change rien à son mode de gouvernance autocratique.

Le Chef des Turkmènes

Autre ancienne République soviétique au régime autoritaire et hyperpersonnalisé : le Turkménistan. Saparmourat Niazov, qui le préside de 1992 à 2006, offre un parfait exemple de mégalomanie.

À 22 ans, ce fidèle de l'URSS entre au Parti communiste turkmène, y fait rapidement carrière et en devient premier secrétaire en 1985. Mais en 1991, du fait de l'implosion de l'Union soviétique, son pays devient indépendant.

Un an après, Niazov devient le premier président du Turkménistan. En 1993, il se proclame « *Türkmenbasy* », c'est-à-dire « Tête (ou Chef) des Turkmènes », à l'instar de Mustafa Kemal devenu Kemal Atatürk (« Père des Turcs »). En 1999, il est nommé président à vie. Dès lors, Niazov règne en maître tout-puissant : à la fois chef de l'État, premier ministre, commandant suprême des armées et président du Parti démocratique du Turkménistan, l'ex-PC turkmène, seule formation politique autorisée.

Dans une référence non consciente à *1984*, le livre de George Orwell, Niazov crée, en 2004, un « ministère de la Vérité ». Par ailleurs, tenant à imposer la culture nationale turkmène,

il autorise seulement la danse, la musique et les chants traditionnels, faisant fermer les théâtres et la quasi-totalité des bibliothèques publiques. Enfin, il fait coïncider la fête nationale avec son anniversaire et change le nom des mois du calendrier : janvier est rebaptisé « *türkmenbasy* » et avril « *gurbansoltan* », le prénom de sa mère.

Des statues à son effigie, ou à celle de sa mère, sont érigées dans tout le pays. À Achkhabad, une statue plaquée d'or du *Türkmenbasy*, saluant de sa main le soleil, se trouve au sommet du plus haut bâtiment de la capitale, l'Arche de la Neutralité : elle pivote électriquement sur elle-même pour être toujours orientée vers l'astre solaire au cours de la journée, face à l'est le matin, face à l'ouest le soir.

De plus, Niazov se comporte en prophète national, fondateur d'une nouvelle croyance. En rédigeant le *Rukhnama* ou « Livre de l'âme », destiné à être le « guide spirituel de la nation » et auquel il accorde la même valeur qu'au Coran et à la Bible. En mars 2006, il déclare même : « Celui qui lira par trois fois le *Rukhnama* trouvera la richesse spirituelle, deviendra plus intelligent, reconnaîtra l'existence divine et ira directement au paradis. »

Le « Chef des Turkmènes » justifie ainsi son attitude : combler le vide idéologique laissé par la disparition de l'URSS marxiste et empêcher l'avènement de l'islamisme. Il aurait même confié à un homme d'affaires étranger de passage à Achkhabad : « Ils ont adoré Lénine, puis Staline. Maintenant ce serait Allah ou moi. Il vaut mieux que ce soit moi. »

En décembre 2006, après quatorze années de pouvoir absolu, Niazov décède. Il est remplacé par l'ancien vice-premier ministre Gourbangouly Berdymoukhamedov, qui est élu président en février 2007, avec 89 % des voix, et prête serment sur le Coran et sur le *Rukhnama*.

Toutefois, le nouveau président commence à revenir sur les mesures les plus fantasques de son prédécesseur. Ainsi, il abandonne le calendrier « révolutionnaire » imposé par Niazov : les mois retrouvent leurs noms usuels. En 2008, l'interdit qui pesait sur l'opéra et le cirque est levé ; il est aussi décidé que le *Rukhnama* ne figurera plus au programme des examens scolaires et du permis de conduire.

En septembre 2008, une nouvelle Constitution est adoptée qui mentionne le « multipartisme ». Cependant, malgré quelques timides ouvertures démocratiques, les élections législatives de décembre 2008 se déroulent sans véritable pluralisme politique : sur les 288 candidats, une petite dizaine seulement sont des indépendants. De plus, le nouveau président maintient un contrôle quasi absolu sur les médias et la société civile.

Enfin, même s'il n'a pas la même démesure que sous Niazov, le culte de la personnalité subsiste. Déjà en juin 2007, pour son cinquantième anniversaire, le nouveau chef de l'État avait reçu l'ordre de la Mère Patrie, collier d'or et de diamants pesant près d'un kilo. En octobre 2008, il signe un décret ordonnant aux artistes turkmènes de dépeindre avantageusement sa politique, appelée « la nouvelle Renaissance ». Et les portraits géants du président, « chef de la nation, citoyen et fils de son peuple », sont partout. La glorification de l'icône suprême continue dans cette ancienne République soviétique.

1- Jean-Jacques Marie, *Staline*, Paris, Seuil, 1967, p. 186.

2- Voir Branko Lazitch, *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976.

3- *Novy Mir*, n° 5, 1962, p. 162.

4- Henri Barbusse, *Staline, un monde nouveau vu à travers un homme*, Paris, Flammarion, 1935, pp. 47 et 87. Sur la manipulation des intellectuels occidentaux par le régime stalinien, voir Stephen Koch, *La Fin de l'innocence : les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne*, Paris, Grasset, 1995, et David Caute, *Les Compagnons de route*, Paris, Robert Laffont, 1979.

5- Emil Ludwig, *Stalin*, New York, G. P. Putman, 1942, trad. *Staline*, Paris, Edition des Deux Rives, 1945.

6- Paul Éluard, « Joseph Staline », in *Cahiers du communisme*, janvier 1950.

7- Cité par Jean-Jacques Marie dans son article « Le vrai visage de Staline », *L'Express* du 20 septembre 2007.

8- Branko Lazitch, *op. cit.*, pp. 111-112.

9- Voir Jaurès Medvedev, *Grandeur et chute de Lyssenko*, Paris, Gallimard, 1971.

10- Son opéra *Lady Macbeth de Mzensk* est même interdit après la parution dans la *Pravda* du 28 janvier 1936 d'un article, inspiré par Staline, intitulé « Le chaos remplace la musique », qui décrit cette œuvre comme « pornophonique » et susceptible de perturber « les fonctions psychophysiologiques de l'homme ».

11- En 1961, le XXII^{e} congrès du PC soviétique, dirigé par Khrouchtchev, ordonnera le transfert de la dépouille de Staline hors du mausolée.

12- La Cour suprême de Russie a réhabilité le dernier tsar et sa famille en septembre 2008.

13- *Le Monde* du 12 octobre 2007.

14- Jacques Allaman, *Vladimir Poutine et le poutinisme*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 28-29.

15- *Le Monde* du 9 octobre 2008.

16- *Le Point* du 22 janvier 2009.

17- En revanche, avec la crise de septembre 2008 le prix du baril a perdu les trois quarts de sa valeur en six mois. De plus, la production industrielle de la Russie est tombée à son plus bas niveau depuis dix ans (*Le Monde* du 3 février 2009).

18- Poursuivant Khodorkovski de sa vindicte, le régime lui intente un nouveau procès en mars 2009 pour détournement de biens et opérations financières illégales, ce qui peut lui valoir jusqu'à vingt-deux ans et demi d'emprisonnement.

19- *Le Monde* du 16 février 2008.

20- Entretien paru dans *Le Monde* des 1er et 2 juin 2008.

21- Cette situation a duré jusqu'en 1977, Brejnev, alors secrétaire général du parti, décidant de cumuler cette fonction avec celle de président du praesidium du Soviet suprême. Ses successeurs, Andropov et Tchernienko, font de même. Gorbatchev les imite à partir de 1988, puis devient président de l'Union soviétique, fonction créée en 1990.

22- Le budget de la Défense, qui était de 33 milliards de dollars en 2007, s'élève à 50 milliards en 2009. Il atteindra 58 milliards en 2011 (*Le Monde* du 4 décembre 2008).

23- La liberté de l'information n'a cessé de se restreindre. Depuis 2001, des oligarques proches du régime et des holdings semi-publics ont pris le contrôle capitalistique des médias d'envergure nationale. À cette censure de fait s'ajoute une censure de droit. En effet, le service fédéral de contrôle des médias et de la communication peut adresser des « avertissements » aux organes qui s'écartent de la ligne officielle, deux avertissements suffisant pour demander la fermeture d'un titre. Au fil des ans, quasiment tous les médias ont perdu leur indépendance, à de très rares exceptions près comme la radio Écho de Moscou et le journal *Novaïa Gazeta*, dont cinq collaborateurs ont été assassinés ces dernières années, parmi lesquels Anna Politikovskaïa en 2006. Au total, depuis 2000, dix-huit journalistes ont été tués en Russie : la justice n'a élucidé aucun de ces meurtres.

24- Marie Mendras, *Russie, l'envers du pouvoir*, Paris, Odile Jacob, 2008, pp. 175 et 239.

25- *Le Monde* du 1er octobre 2008.

Les souverains

Même culte de la personnalité, mais adapté à un contexte culturel différent, en Chine et en Corée du Nord.

Certes, Mao est avant tout marxiste-léniniste. Mais, comme Staline, il veille à ne pas s'abstraire des usages nationaux. Le dirigeant soviétique avait repris la tradition de vénération des tsars, le président chinois se fonde sur la longue coutume de dévotion pour les empereurs ancrée dans la mémoire populaire. Deux manières – différentes – de perpétuer la tradition impériale du souverain absolu, offert à l'adulation collective.

Bref, même s'il s'agit de la même doctrine, le marxisme, celle-ci est adaptée au cadre culturel national. Kim Il-sung puis son fils Kim Jong-il font de même en Corée, dont la civilisation a toujours été très influencée par la Chine voisine. Avec eux comme avec Mao, c'est le règne des derniers monarques.

Dans la tradition chinoise, l'empereur, « Fils du Ciel », a reçu mission de préserver l'harmonie entre les mondes naturel et humain[1]. Ce « mandat du ciel » fonde son omnipotence sans bornes et la crainte révérencielle qu'il inspire à son peuple. D'ailleurs, Mao se réclamait lui-même du premier empereur, qui avait unifié le pays et établi un pouvoir autocratique. « Je suis Qin Shi Huang plus Marx », disait-il volontiers.

Dans ses *Souvenirs*, Khrouchtchev compare les deux idoles marxistes : « Des hommes comme Staline et Mao se ressemblent au moins sur un point de vue : pour rester au pouvoir, ils estiment indispensable que leur autorité apparaisse située dans le ciel[2]. »

Le Grand Timonier

En tout cas, à l'instar de Staline en URSS, Mao dirige la Chine avec une réputation de génie infaillible, célébré avec dévotion. Au demeurant, il décrit lui-même le bon usage de cette vénération :

« Il y a deux sortes de cultes de la personnalité. L'un est juste, ainsi celui qui a pour objet les idées correctes de Marx, Engels, Lénine et Staline. La Vérité est entre leurs mains, pourquoi ne devrions-nous pas les vénérer ?… Un groupe doit vénérer son chef de groupe ; s'il ne le vénérait pas, ce serait très mal. La deuxième sorte de culte de la personnalité est un culte incorrect ; il consiste à suivre aveuglément, sans réfléchir… Ce n'est pas le culte de la personnalité qui est problématique, mais sa conformité ou non à la Vérité[3]. »

Pourtant, le chef de groupe se fourvoie. De 1958 à 1961, la stratégie du « Grand Bond en avant » vise à transformer la Chine, ancrée dans la tradition rurale, en grande puissance industrielle. Chaque commune populaire doit avoir son haut-fourneau, mais l'acier ainsi produit s'avère inutilisable. Dans le même temps, la collectivisation accélérée des terres et l'obligation faite aux paysans de cultiver selon des méthodes inadaptées déstabilisent profondément l'agriculture. Résultat : trois années de famine et la mort de 43 millions de Chinois[4].

Mao tend alors à être écarté de la direction des affaires. Sous l'autorité du président Liu Shaoqi, le parti, les technocrates et les économistes exercent l'essentiel du pouvoir. Alors, pour reconquérir le premier rôle, Mao s'appuie sur la jeunesse révolutionnaire et sur l'armée, commandée par Lin Piao. En août 1966, à 72 ans, il engage les masses à intervenir dans la vie publique. Avec pour slogans : « Occupez-vous des affaires de l'État ! » et « Feu sur le quartier

général ! ».

L'objectif officiel : en appeler au peuple pour restaurer un parti authentiquement révolutionnaire, épuré de ses responsables « engagés dans la voie capitaliste ». Le vrai but : évincer ses adversaires et reprendre la direction du pouvoir. C'est alors la « Révolution culturelle prolétarienne », animée par les jeunes Gardes rouges lancés contre les états-majors du parti.

300 millions d'exemplaires du *Petit Livre Rouge*[5], catéchisme de la religion nouvelle, sont distribués pour organiser la dévotion à Mao. Grand organisateur du culte, le maréchal Lin Piao couvre celui-ci de louanges. En l'appelant « le Grand Commandant suprême », « le Grand Timonier », voire « l'empereur Tsin ». C'est l'époque où l'on proclame : « Un mot de Mao vaut dix mille mots. » Partout, les statues, les bustes, les tableaux se multiplient. Comme autant d'hommages à son génie infaillible. Mao devient un dieu vivant, adoré par 900 millions de fidèles.

Pendant ce temps, au nom de la nouvelle culture révolutionnaire, des milliers de cadres, d'intellectuels, d'universitaires sont pourchassés et humiliés, arrêtés ou exécutés. Au terme de la Révolution culturelle, que le Parti qualifiera en 1981 d'« erreur généralisée et prolongée », le pays est jeté dans le chaos et l'on compte un million de morts.

Une biographie de Mao[6]lui impute la mort en temps de paix de 70 millions de Chinois. En comptant l'élimination d'un à deux millions d'« ennemis de classe » en 1951-1952, l'envoi en camp de travaux des intellectuels débusqués par la campagne des « Cent Fleurs » en 1957-1958, la grande famine de 1959-1962 et la Révolution culturelle de 1966-1969.

Conformément aux croyances populaires, des tremblements de terre annonçaient la mort des empereurs. Or, en 1976, la Chine subit plusieurs séismes, dont celui de Tangshan en juillet. Le 9 septembre 1976, à 82 ans, Mao décède. Funérailles grandioses, dignes d'un Fils du Ciel. Bientôt, en novembre, on édifie, sur la place Tiananmen, le mausolée où il repose dans un cercueil de verre. Offert à l'adoration des masses.

Certes, Deng Xiaoping, qui dirige la Chine à partir de 1977, reconnaît les « erreurs » de Mao, mais tout en déclarant « fondamentalement correcte » la politique maoïste, qui demeure donc l'assise idéologique du régime. En 1993, Jiang Zemin fait preuve de la même mansuétude : « Ses erreurs furent celles d'un grand révolutionnaire et d'un grand marxiste. » Par-delà la mort du Grand Timonier, le mythe demeure pour l'essentiel. Et le portrait géant de Mao continue d'orner la principale muraille de la Cité interdite.

L'Étoile polaire de l'humanité

Cinquante ans. De 1945 à sa mort en 1994, Kim Il-sung aura régné près de cinquante ans d'une poigne de fer sur la Corée du Nord. En souverain mégalomane.

Né en 1912, celui-ci adhère dès 16 ans au Parti communiste. Sa biographie officielle lui attribue un rôle capital dans la lutte contre le Japon, qui envahit la Mandchourie en 1931, et le présente comme l'organisateur d'une véritable armée populaire. En fait, il n'aurait jamais commandé plus de 300 hommes et se serait même replié en 1941 en URSS, en Sibérie orientale, d'où il aurait mené quelques raids en Corée, dans la région frontalière sous le contrôle de l'armée soviétique.

En août 1945, grâce à son soutien, Kim s'impose à la tête de la Corée du Nord. En 1948, il devient premier ministre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), nouvellement créée, et en 1949 secrétaire général du Parti des travailleurs, nouvelle appellation du PC. Très fidèle au modèle stalinien, Kim établit sa dictature sur le pays.

En 1950, pour tenter de réunifier la péninsule coréenne coupée en deux zones en 1945, il déclenche une guerre d'invasion contre la Corée du Sud. Celle-ci est soutenue par les troupes américaines, tandis que Kim est appuyé par les Chinois, devenus communistes à leur tour. Cette guerre dure trois ans et coûte la vie à deux millions de Coréens et de Chinois, mais n'aboutit qu'à consacrer le *statu quo*. Pourtant, Kim se fait décerner la dignité de maréchal et le titre de héros de la patrie.

Devenu de surcroît chef de l'État, Kim Il-sung instaure un culte de la personnalité

particulièrement pesant et collectionne les qualificatifs à sa propre gloire : « Grand Leader », « Lumière qui guide le peuple », « Soleil rouge des peuples opprimés », « Génie de la création », « Héros invisible », « Papa maréchal », « Phare de la Corée », « Grand Soleil de la nation », « Étincelant Commandant à l'âme d'acier toujours victorieux », « Homme qui tient le gouvernement du monde », « Grand Soleil de l'humanité qui éclaire de son intelligence foudroyante la Corée, l'Asie et le reste de la planète », « Étoile polaire de l'humanité »[7].

Tout Coréen doit au moins une fois dans sa vie se rendre en pèlerinage dans le village natal du maréchal-président, « lieu sacré de la révolution ». Ses portraits se trouvent sur tous les murs. Les haut-parleurs diffusent à longueur de journée, dans les rues et les usines, ses louanges ou des extraits de ses œuvres. Chaque jour, chacun est invité à chanter l'hymne du Parti : « Notre père est le maréchal Kim Il-sung, notre maison est le Parti, notre pays est le paradis sur terre, c'est le Grand Leader qui l'a construit de ses mains[8]. »

À Pyongyang, sur la colline des « Dix Mille Ans de vie[9] » (*Mansudae*), on érige pour son soixantième anniversaire, le 15 avril 1972, une gigantesque statue de bronze de vingt mètres de haut de Kim Il-sung, indiquant de son bras le chemin du sud, à libérer. Pour son quatre-vingtième anniversaire, en 1992, ordre est donné aux Nord-Coréens de planter à l'avance huit millions de fleurs qui devaient éclore autour du 15 avril.

Le « Grand Leader » décède le 8 juillet 1994, à 82 ans. Pendant les neuf jours suivants, 600 000 Coréens en moyenne se rendent chaque jour à Pyongyang devant sa statue géante[10]. En longues files, ils viennent aussi se recueillir devant sa dépouille mortelle, exposée dans un cercueil de verre au palais Kumsuman.